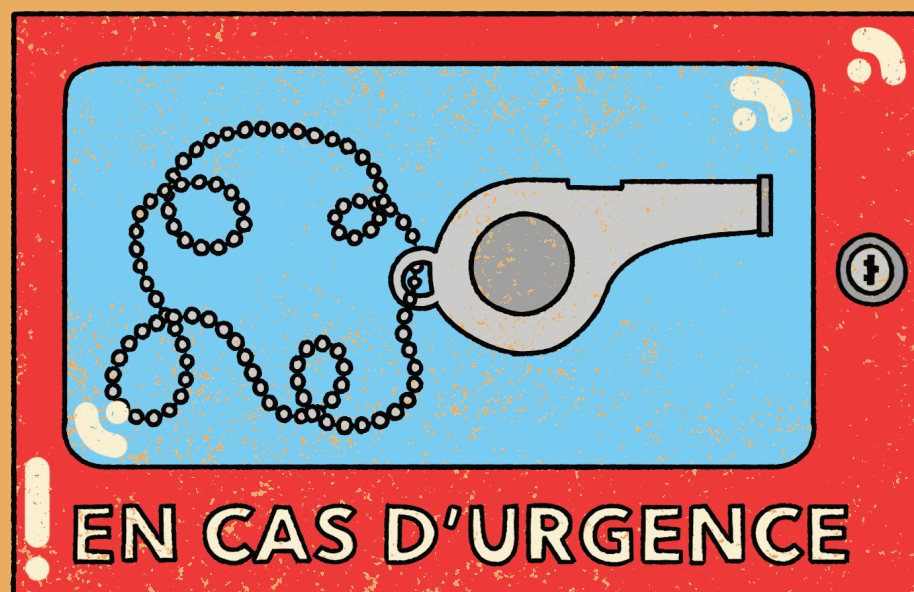


LES LANCEURS D'ALERTE et la LIBERTÉ D'EXPRESSION



Parce que

- Personne ne devrait subir de représailles pour avoir dénoncé des situations problématiques dans son milieu de travail.
- Notre loyauté est d'abord et avant tout envers les Québécoises et les Québécois qui reçoivent au quotidien les services que nous donnons.

Nous revendiquons

- Des clauses aux conventions collectives garantissant aux personnes salariées des services publics la liberté de dénoncer
- Des clauses aux conventions collectives affirmant le droit de commenter et de s'exprimer sur des sujets d'affaires publiques sans subir de mesures de représailles de la part de l'employeur, le tout dans le respect des droits protégés par la Charte des droits et libertés de la personne

